



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2239>

Faire que les questions sociales soient au coeur des débats !

- Actualités -



Date de mise en ligne : lundi 26 septembre 2016

L'École Émancipée

Ceux qui veulent faire régner la terreur ont frappé 2 fois pendant les vacances. Plutôt que d'analyser les causes profondes des attaques terroristes, le gouvernement a choisi, faisant feu de tout bois, l'interdiction du burkini relayée par tous les racistes de droite et d'extrême droite avec le soutien du 1er ministre.

Pour détourner l'attention des problèmes sociaux nos gouvernements font le choix de discours sur le tout sécuritaire, de discours stigmatisant, dénonçant l'autre ou les minorités comme question unique des enjeux d'aujourd'hui (Prolongation de l'état d'urgence, publication de la circulaire entre les ministères de l'éducation nationale et de l'intérieur...)

la question des droits des salariés est évacuée de façon expéditive par la promulgation de la Loi Travail. Malgré les engagements, l'éducation et la formation, le logement et la lutte contre le chômage ne sont pas les priorités de ce Gouvernement, obnubilé par son allégeance au patronat et aux objectifs européens. La mobilisation contre la loi Travail le 15 septembre a montré le refus continu de cette loi, la volonté de continuer à mobiliser. Les manifestations ont été importantes. Le gouvernement organise toujours la répression. Un camarade de Solidaires a perdu un oeil et rien n'est fait pour punir les responsables des violences policières.

Nous refusons cette répression organisée par l'état, mais aussi la criminalisation des mouvements sociaux : salariés d'Air France, de Good Year, dockers du Havre, attaques des sociétés d'autoroute contre les blocages lors des actions contre la loi Travail...

Dans ce contexte, la priorité n'est pas la primaire de la droite ou de la « gauche », elle est de faire que les questions sociales soient au coeur des débats. Lutte contre la pauvreté, contre le chômage ... pour le droit à migrer dans le respect du droit international, pour une autre répartition des richesses voilà l'urgence !

D'ores et déjà, nous devons assurer la réussite des actions en cours, soutien aux salarié-es condamné-es, mobilisation des retraité-es, contre l'aéroport de NDDL, contre les traités de libre échange.